

ÉDITORIAL<sup>1</sup>

Vol. 7, Núm. 16, année 2020

Avec l'arrivée de cette édition du numéro 16, la *Revista Culturas Jurídicas* (RCJ), publiée par le *Programa de Pós-Graduação em Direito Constitucional da Universidade Federal Fluminense* (PPGDC/UFF), ouvre l'année 2020, sa septième année d'existence et publications. Dans ce nouveau numéro, nous abordons dans la ligne éditoriale le thème *Cultures juridiques et Politiques Publiques: vulnérabilité sociale dans l'environnement naturel/urbain*, dont le développement a été possible grâce à la contribution des auteurs et des chercheurs brésiliens et étrangers, toujours axé sur le maintien et l'élévation du niveau d'excellence déjà atteint par cette publication, qui confère à la revue la catégorie Qualis A2, attribuée par CAPES (*Coordenação de Aperfeiçoamento de Pessoal de Nível Superior*).

Comme d'habitude, cette fois, nous cherchons à apporter les thèmes de la recherche juridique et de l'enseignement du droit liés à l'Amérique latine et au Droit Constitutionnel, ce sont les marques qui identifient le RCJ dans la communauté universitaire brésilienne. En ce sens, nous apportons ici quatorze articles du domaine des professeurs qui enseignent le Droit Constitutionnel dans leurs pays et institutions, des articles de chercheurs qui remettent en question l'enseignement juridique lui-même, ainsi que la recherche juridique, en nous faisant réfléchir sur les choix que nous faisons au quotidien

Le premier bloc d'articles aborde des différentes cultures juridiques et thèmes liés aux luttes sociales pour vaincre la pauvreté et les inégalités socio-économiques, en présentant des points de vue critiques sur la réalité contemporaine au Chili et au Mexique, ainsi que sur l'expérience soviétique du 20e siècle.

Notre premier article est du professeur **Eric Eduardo Palma González**, docteur en Droit de l'Université de Valladolid, Espagne; et professeur titulaire à la Faculté de Droit de l'Université du Chili. Sous le titre «**Notes sur le processus constitutif chilien 2019-2020**», le texte expose les caractéristiques les plus pertinentes du processus constitutif actuellement en cours au Chili, sur la base de questions qui cherchent à ordonner le rapport de ce qui se passe au Chili depuis le 18 octobre. 2019. Le texte a été traduit de l'original en espagnol vers le portugais par Isabella Oliveira de Carvalho et Victoria Lourenço de Carvalho, toutes deux

---

<sup>1</sup> Le texte a été traduit de l'original en portugais vers le français par Karina Abreu Freire, master en Droit Constitutionnel au Programme de Troisième Cycle en Droit Constitutionnel de l'Université Fédérale Fluminense (PPGDC/UFF).

étudiantes en master au PPGDC-UFF. La révision de la traduction a été réalisée par Enzo Bello, professeur au PPGDC-UFF et rédacteur en chef de la RCJ.

Ensuite, nous présentons notre deuxième article, qui a été écrit par le Professeur Docteur **Alejandro Rosillo Martínez**, Docteur en Droits Humains de l'Université Carlos III de Madrid, Espagne; et professeur chercheur à l'Universidad Autónoma de San Luis Potosí, Mexique. L'article est intitulé «**Globalización, derechos humanos y civilización de la pobreza: repensar derechos humanos en el contexto de la colonialidad del poder desde el pensamiento de Ignacio Ellacuría**» / «**Mondialisation, droits de l'homme et civilisation de la pauvreté: repenser les droits de l'homme dans le contexte de la colonialité du pouvoir depuis la pensée d'Ignacio Ellacuría**», publié dans sa version originale en espagnol et dans sa traduction en portugais. À partir de l'analyse des différents points de vue qui existent sur les droits de l'homme, l'auteur établit les rôles de chacun dans la mondialisation. Afin de proposer le contenu d'une vision libératrice, il part de la pensée décoloniale pour comprendre la mondialisation comme le moment actuel du système capitaliste colonial moderne, et plonge dans la philosophie de la libération d'Ignacio Ellacuría, principalement dans son concept de «civilisation de la pauvreté». Le texte a été traduit de l'original en espagnol vers le portugais par Flaiza Sampaio, étudiante em master au PPGDC-UFF. La traduction a été révisée par l'auteur du texte.

Le troisième article de cette édition a été écrit par le professeur Docteur **Ricardo Prestes Pazello** (Docteur en Droit de l'Université Fédérale de Paraná - UFPR et professeur au PPGD-UFPR, Paraná, Brésil) et par le professeur Doctor **Moisés Alves Soares** (Docteur en Droit par PPGD-UFPR et professeur du cours de Droit à UNISOCIESC, Santa Catarina, Brésil). L'article est intitulé «**Stutchka et les contributions à la Culture Juridique Révolutionnaire Soviétique**» et vise à présenter les contributions du juriste soviétique P. I. Stutchka à une «culture juridique révolutionnaire», en vue de sa performance en tant que juriste dans la Révolution Russe, en élaborant une théorie juridique pour cette situation.

Le deuxième groupe de textes de cette édition comprend des débats théoriques et des recherches empiriques sur les questions d'actualité dans les relations entre l'État et les Politiques Publiques.

Notre quatrième contribution est celle du professeur Dr. **Newton de Menezes Albuquerque** (Docteur en Droit de l'Université Fédérale de Pernambuco - UFPE; professeur agrégé à l'Université Fédérale du Ceará - UFC et professeur ordinaire à l'Université de Fortaleza - UNIFOR, Ceará, Brésil) et par **Davi Everton Vieira de Almeida** (étudiant en

master au PPGD-UNIFOR, Ceará, Brésil), intitulé «**Autophagie devant la Cour Suprême Fédérale: une analyse de la *Reclamação* n. 31.965/PR à la lumière de la Théorie de la Souveraineté de Jean Bodin**». Le texte examine le phénomène de «l'autophagie à la Cour Suprême Fédérale» (terme utilisé par le ministre Marco Aurélio Mello pour désigner le retrait d'une décision d'un ministre par l'un de ses pairs) en relation avec «l'activisme judiciaire», afin de démontrer l'importance de la souveraineté pour l'organisation de l'État, au regard de la théorie de Jean Bodin, et de l'étude de cas de la *Reclamação* n. 31.965/PR.

La cinquième contribution à cette édition du RCJ a été rédigée par le professeur Docteur **Charles Emmanuel Parchen** (Docteur en Droit à l'Université Pontificale Catholique de Paraná - PUC/PR, et professeur à Unicuritiba, Paraná, Brésil), par le professeur Docteur **Cinthia Oblande de Almendra Freitas** (Docteur en Informatique de l'Université Pontificale Catholique de Paraná - PUC/PR; et professeur titulaire à la Faculté de droit et au programme d'études supérieures en droit économique et socio-environnemental de PUC / PR, Paraná, Brésil) et par le professeur **Tássia Teixeira du F.B.E Cavalli** (Doctorante et Maîtresse en Droit de PUC/PR, Paraná, Brésil). L'article s'intitule «**Fake News à l'ère numérique et l'absence de politiques d'éducation publique pour l'utilisation des TIC**» et débat de la pratique des soi-disant *Fake News* dans l'environnement politique et numérique brésilien, afin de mettre en garde contre la nécessité d'adopter des politiques publiques gouvernementales qui privilégient l'éducation à l'utilisation des technologies, car il est considéré que c'est en l'absence d'éducation à l'utilisation des technologies des TIC que *Fake News* trouve un scénario idéal pour propager.

Le sixième article a contribué à ce numéro provient du professeur Docteur **Vinício Carrilho Martinez** (Docteur en Éducation de l'Université de São Paulo - USP; et professeur agrégé de l'Université Fédérale de São Carlos - UFSCAR, São Paulo, Brésil) et du professeur **Vinicius Alves Scherch** (Étudiant en master en Droit à l'Université d'État du Nord du Paraná - UENP, Paraná, Brésil), et a le titre «**Théories de l'État au 21e siècle: de la raison d'État aux sources perturbatrices du Pouvoir Politique**». Le texte expose et analyse les théories de l'État au 21e siècle, les contributions théoriques de la Raison d'État et la distorsion du Pouvoir Politique dans la pratique contemporaine en utilisant l'exception comme technique de gouvernement.

La septième contribution est le résultat d'un travail écrit à quatre mains par le professeur Docteur **Ilton Garcia da Costa** (Docteur en Droit de l'Université Pontificale Catholique de São Paulo - PUC/SP; et professeur du Programme de Troisième Cycle en Droit

à l'Université d'État du Nord du Paraná - UENP, Paraná, Brésil) et par **Igor Henrique dos Santos Luz** (Maître en Droit de PPGD-UENP, Paraná, Brésil), et discute «**La force normative de la solidarité: entre l'adjectif de dignité et son caractère de soutien**» . L'article vise à analyser le principe constitutionnel de la solidarité, dans le contexte du (néo)constitutionnalisme, phénomène vécu dans le mouvement post-positiviste.

Le troisième groupe d'articles de cette édition contient des études qui traitent des différentes formes de régulation de l'espace urbain et de leur relation avec le droit fondamental à un logement convenable.

En huitième place, nous présentons un article résultant de l'effort analytique du professeur Docteur **Rodrigo Oliveira Salgado** (Docteur en Droit de l'Université de São Paulo - USP; et professeur à l'Université Mackenzie Presbyterian, São Paulo, Brésil) et du professeur **Fábio Sampaio Mascarenhas** (Étudiant em master en Droit de l'Université de São Paulo - USP, São Paulo, Brésil). L'article intitulé «**Les *Roaring Twenties* et la régulation de l'espace urbain: le keynésianisme spatial des antécédents du *New Deal***» a pour objet l'analyse de la régulation de l'espace urbain aux États-Unis dans les années 1920 et l'impact du crash de 1929 pour la reconfiguration de le secteur de la construction et de le marché immobilier américain.

Le neuvième travail de cette édition a été écrit par le professeur Docteur **Marcelo Nunes Apolinário** (Docteur en Droit de l'Universidad Autónoma de Madrid - UAM, Espagne; et professeur du Programme de Troisième Cycle en Droit à l'Université Fédérale de Pelotas - UFPel, Rio Grande do Sul, Brésil) et le professeur **Vanessa Aguiar Figueiredo** (Maîtresse en Droit de l'Université Fédérale de Pelotas - UFPel, Rio Grande do Sul, Brésil). Intitulé «**Accès et demande de Droit au logement dans la perspective du Constitutionnalisme Dirigeant**», l'article vise à discuter du phénomène de la force exécutoire du droit social au logement, en analysant des éléments qui se réfèrent au soi-disant Constitutionnalisme Dirigeant et au problème de la faible justiciabilité du droit à un logement décent, et de la corrélation avec la faible efficacité des normes programmatiques..

Le dixième article a été préparé par le professeur Docteur **Betânia de Moraes Alfonsin** (Docteur en Urbanisme de l'Institut de Recherche et de Planification Urbaine et Régionale de l'Université Fédérale de Rio de Janeiro - IPPUR / UFRJ; professeur du Programme de Troisième Cycle en Droit à la Fundação Escola Superior do Ministério Público - RS - PPGD-FESMP, Rio Grande do Sul, Brésil) et par **Débora Carina Lopes** (Maîtresse en Planification Urbaine et Régionale de l'Université Fédérale de Rio Grande do

Sul - UFRGS, Rio Grande do Sul, Brésil), **Fernanda Madalosso Guimarães** (Diplômé en Droit de la Fondation Escola Superior do Ministério Público - RS - PPGD-FESMP, Rio Grande do Sul, Brésil), **Ivone Fátima Mariussi** (Étudiante en Master en Droit par le Programme de Troisième Cycle en Droit de la Fondation Escola Superior do Ministério Público - RS - PPGD-FESMP, Rio Grande do Sul, Brésil), **Paulo Eduardo Berni** (Doctorant en Droit à l'Université Fédérale de Rio Grande do Sul - UFRGS, Rio Grande do Sul, Brésil; Maître en Droit à l'Université Fédérale de Santa Catarina - UFSC, Santa Catarina, Brésil) et **Pedro Prazeres Fraga Pereira** (Maître en Droit à l'Université Fédérale de Rio Grande do Sul - UFRGS, Rio Grande do Sul, Brésil). L'article est intitulé «**Décaractérisation de la Politique Urbaine au Brésil: dé-démocratisation et régression**» et explore le processus de changements législatifs et institutionnels de la Politique Urbaine au Brésil après la destitution de la présidente Dilma Rousseff (2016).

Nos quatre prochaines contributions traitent du thème des droits de l'homme, intimement lié aux dimensions de l'environnement, de la nature et des groupes sociaux vulnérables

Le onzième article de ce numéro a été préparé par le professeur Docteur **Giulia Parola** (Docteur en Droit de l'Université Paris V - René Descartes, France; et professeur invité au Programme de Troisième Cycle en Droit à l'Université Fédérale de l'État de Rio de Janeiro - PPGD/UNIRIO, Rio de Janeiro, Brésil). L'article est intitulé «**L'Accord d'Escazu 2018: les nouveautés introduites par l'Accord, vers une démocratie environnementale en Amérique latine et dans les Caraïbes et l'impact de COVID-19 dans le processus de ratification**». Le texte vise à comparer la Convention d'Aarhus de 1998 de la CEE-ONU sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement, et l'Accord de la CEPALC Escazú de 2018 sur l'accès à l'information, Participation et Justice en Matière d'Environnement en Amérique latine et dans les Caraïbes. Ce texte apporte le résultat des recherches développées par l'auteur durant sa période de stage post-doctoral au PPGDC-UFF.

La douzième contribution est un travail conjoint des professeurs **Aline Andrighetto** (Doctorante en droit à l'Université de Vale do Rio dos Sinos - UNISINOS, Rio Grande do Sul, Brésil; Maîtresse en Droit à l'Université Régionale Intégrée d'Alto Uruguai et Missões - URI, Rio Grande do Sul, Brésil) et **Siméia da Silva Barbosa** (Diplômée en Droit du Centro Universitário Cenecista de Osório, Rio Grande do Sul, Brésil). Intitulé «**L'importance d'affirmer les droits pour l'autonomisation des femmes noires**», le texte vise à examiner

la collaboration des mouvements sociaux des femmes noires dans le domaine juridique, ainsi que la violation sur le marché du travail du droit fondamental à l'égalité de traitement garanti par la Constitution.

Le treizième article a été écrit par le professeur Docteur **Antonio Hilario Aguilera Urquiza** (Docteur en Anthropologie à l'Université de Salamanque, Espagne; et professeur agrégé à l'Université Fédérale du Mato Grosso do Sul - UFMS, Mato Grosso do Sul, Brésil), **Marco Antônio Rodrigues** (Étudiant en Master en Droit de PPGD-UFMS) et **Andrea Lucia Cavararo Rodrigues** (Maîtresse en droit de UFMS, Mato Grosso do Sul, Brésil). Sous le titre «**Territoires indigènes et capitalisme: observations sur l'abolition de la loi *Glass-Steagall*, le néolibéralisme et l'État**», les auteurs cherchent à examiner l'abolition de la loi *Glass-Steagall* et la conception néolibérale, en articulant cette étude avec les politiques de l'État pour la démarcation des terres indigènes dans la région frontalière de l'État du Mato Grosso do Sul.

La quatorzième et dernière contribution qui compose cette édition a été préparée par le professeur Docteur **Gustavo Silveira Borges** (Docteur en Droit de l'Université Fédérale de Rio Grande do Sul - UFRGS, Rio Grande do Sul, Brésil; et professeur du Programme de Troisième Cycle en Droit de l'Université de l'Extrême Sud de Santa Catarina - UNESC, Santa Catarina, Brésil) et par **Fábio Gesser Leal** (Étudiant en Master au PPGD-UNESC, Santa Catarina, Brésil), et a le titre «**Le commun et Droits de l'Homme: interaction et nouvelles possibilités à la lumière de l'expérience de la Rede de Horteiros de Medellín**». L'article vise, à la lumière de l'analyse de l'expérience de la *Rede de Horteiros de Medellín* (Colombie), à vérifier si le commun et ses pratiques peuvent servir de mécanisme pour la réalisation des Droits de l'Homme, afin de mettre en évidence l'interaction entre les concepts et les nouvelles possibilités.

Nous publions ce numéro avec la certitude que les contributions incluses ici maintiennent et élèvent le niveau d'excellence que nous recherchons continuellement pour la RCJ et la recherche universitaire dans le domaine du Droit. Nous remercions une fois de plus les auteurs qui nous ont confié leurs travaux et nous rappelons à tous les intéressés que les portes du RCJ restent ouvertes pour recevoir des oeuvres engagées dans le renforcement du dialogue entre les différentes cultures juridiques. ainsi que des discussions critiques sur des questions qui ont un impact sur la société en général.

Prof. Dr. Enzo Bello

(Rédacteur en chef du RCJ)

Étudiante en Master Bruna Jakobi

(Rédacteur Assistant du RCJ)

Étudiante en Master Giuliana Casazza

(Rédacteur Assistant du RCJ)

Maîtresse Karina Freire

(Rédacteur Assistant du RCJ)

Étudiante en Master Lilian Nascimento

(Rédacteur Assistant du RCJ)

Étudiante en Master Maria Clara Conde Moraes Cosati

(Rédacteur Assistant du RCJ)

Maître Renato Barcellos

(Rédacteur Assistant du RCJ)

Étudiant en Master Rodolfo Bastos Combat

(Rédacteur Assistant du RCJ)

Étudiante en Master Samara Rebeca de O. Costa

(Rédacteur Assistant du RCJ)

Étudiante en Master Victoria L. de C. e Gonçalves

(Rédacteur Assistant du RCJ)

Étudiante en Thaiana Conrado Nogueira

(Rédacteur Assistant du RCJ)